

13 février 1978, Ottawa

Allocution du Premier ministre à l'ouverture de la Conférence fédérale-provinciale

Monsieur le Président,

C'est dans le cadre de votre tournée des capitales provinciales, avant les fêtes, que vous m'avez fait part de votre intention de tenir la présente conférence en la faisant précéder par toute une série de rencontres sectorielles. Je vous ai dit alors que, dans l'état déplorable où se trouve actuellement l'économie canadienne, le Québec ne refuserait certainement pas sa participation à quelque effort que ce soit pour améliorer un tant soit peu les choses. Dans cet esprit, plusieurs de mes collègues du Québec ont non seulement accepté en catastrophe de prendre une part active à chacune des rencontres mais, je crois que je peux le dire, ont fait des contributions remarquées aux progrès des travaux. Et pour mon humble part, j'essaierai aussi de faire de mon mieux au cours des quelque trois jours qui viennent.

Je dois cependant vous avouer bien franchement, dès le départ, que ce genre de « stampede » fédéral-provincial où, après un long moment de frottement ou de décisions unilatérales, l'on empile les conférences les unes sur les autres, avec un minimum de préparation, et où on propose aux Premiers ministres un ordre du jour tellement chargé que nous ne pourrions consacrer, littéralement, que quelques minutes à une quinzaine de sujets complexes et importants, me fait craindre que l'on ne s'engage, encore une fois, dans ce qu'un ancien Premier ministre de l'Ontario, Monsieur Robarts, avait baptisé « an exercise in futility », c'est-à-dire perdu à faire semblant. À cause des circonstances, sans doute, plusieurs observateurs ont même osé ne voir là qu'une manœuvre pré-électorale; mais je veux bien, quant à moi, m'abstenir d'aussi noirs soupçons avec l'espoir, quels que soient les motifs, que les résultats nous donneront la chance d'améliorer une situation économique qui en a terriblement besoin.

C'est dans cette optique que le Gouvernement du Québec a accepté d'être ici cette semaine. Même si nous sommes convaincus que le système fédéral actuel devrait être remplacé par un autre type d'association et que dans ce nouveau contexte, il serait plus facile de résoudre nos difficultés aussi bien économiques que les autres, nous sommes prêts, en attendant que nos concitoyens aient eu l'occasion d'approuver ce changement, à collaborer au meilleur fonctionnement possible présent du régime. Et nous allons même résister à la tentation de souligner à quel point les quinze derniers mois, et tout spécialement les quelques dernières semaines de fébrilité pourraient servir à illustrer notre critique fondamentale du système fédéral – ces quinze mois où nous avons dû faire face, entre autres, à l'abolition brutale de la garantie des recettes fiscales, à un écrasant héritage olympique devant lequel notre gouvernement, dit « national » a continué de se dérober à des dépenses policières que nous assumons comme l'Ontario, en lieu et place du fédéral – Dieu soit loué, pourrait-on dire dans le contexte actuel! – dépenses que nos prédécesseurs n'ont cessé de revendiquer au fur et à mesure qu'elles augmentaient et que les derniers chiffres cumulatifs amènent à 807 millions.

Mais, je le répète, nous ne sommes pas ici aujourd'hui, pour traiter du contentieux constitutionnel, mais plutôt pour tâcher de répondre ensemble, en acceptant les contraintes

du régime, aux besoins criants, aux frustrations et aux privations douloureuses, qu'un contexte économique désastreux inflige à tant de concitoyens.

Comment peut-on y arriver? Bien sûr, je n'ai pas de formule magique à présenter. Mais si je puis m'inspirer de l'attitude la plus constante des gouvernements qui nous ont précédés et également de ce que j'ai entendu de la part de mes collègues des autres provinces, je dirais que deux principes cardinaux devraient guider nos efforts:

Que chaque gouvernement s'occupe de ses affaires, mais qu'il s'en occupe pour de bon et avec la plus grande ténacité;

Que les occasions de discussions fédérales-provinciales soient réduites au minimum, mais dès que la coopération est nécessaire, qu'elle soit franche et rapide.

Historiquement – pour un gouvernement fédéral qui se serait vraiment occupé de ses affaires – quel était le grand défi économique à relever? Indiscutablement, avec l'énorme masse de pouvoirs fiscaux, douaniers, monétaires et administratifs dont il dispose, c'était celui de favoriser le progrès d'ensemble du Canada, tout en assurant, selon leurs priorités et dans le respect de leurs compétences, le développement maximum de chaque province et de chaque région. Or, une compilation que nous avons fait préparer pour cette conférence et que je rendrai publique avant la fin de nos travaux, démontre que la plupart des grandes politiques fédérales ont plutôt tendu systématiquement à avantager des régions qui l'étaient déjà, et parmi lesquelles le Québec ne s'est pas retrouvé très souvent, non plus d'ailleurs que les Maritimes. Et, bien sûr, cela a tendu tout aussi systématiquement à déplacer les facteurs de production, y compris la main-d'œuvre, vers ces points privilégiés. Or, il arrive que la grande majorité des Québécois ne peuvent que rejeter ce modèle, leur désir absolument normal étant de trouver chez eux, au Québec, le moyen de vivre convenablement. J'ajoute que, si cette attitude est particulière, elle se retrouve aussi ailleurs, dans plusieurs autres provinces qu'on a littéralement dépeuplées depuis bon nombre d'années. Car, aucune population, nulle part, n'accepte de gaieté de cœur d'être déracinée par des politiques aveugles. Le gouvernement central que son action devrait viser désormais, et au plus tôt, à contribuer avec nous à créer de l'activité économique là où se trouve la main-d'œuvre disponible?

La chose est non seulement possible à moyen terme, elle l'est également dans l'immédiat, pourvu que le fédéral veuille prendre des décisions qui s'imposent sans attendre que la situation se détériore davantage. Au cours des nombreuses conférences préparatoires à celle-ci, nous avons identifié clairement des gestes concrets qui pourraient être posés immédiatement par Ottawa et qui amélioreraient grandement la situation. Dans le domaine des mines, par exemple, toutes les provinces ont demandé unanimement au gouvernement fédéral de revenir, comme dans le passé, à la pleine déductibilité des royautés payées par les compagnies minières; le Québec, pour sa part, a aussi demandé que les fonds de l'assurance-chômage soient réorientés vers le maintien de l'emploi dans les mines qui risquent de fermer à cause de la baisse des prix internationaux, ce qui, j'en suis sûr, ne laisserait pas indifférentes un certain nombre d'autres provinces. Voilà des propositions précises qui, je l'espère, pourront recevoir une réponse favorable au cours de la présente conférence. Et il y en a plusieurs autres du même genre, dont nous aurons sûrement l'occasion de parler.

Quant à la coopération fédérale-provinciale, disons tout de suite qu'elle ne comporte pas seulement des zones noires; mais dans une situation comme celle où nous nous débattons, les délais et les tergiversations y sont intolérables. J'en prendrai comme exemple le cas de l'habitation subventionnée: c'est le domaine par excellence où l'action devrait être rapide, car les besoins aussi bien sociaux qu'économiques sont criants, mais c'est sans doute là que le maquis des contrôles bureaucratiques est le plus épais. Dans notre cas, ce sont des mois et des mois qui ont été gaspillés en vaines discussions alors que tout le monde sait ou devrait savoir que ça presse. Lors de la dernière conférence fédérale-provinciale, toutes les provinces, unanimement, ont demandé qu'un système de financement global remplace le dédale actuel de l'approbation par projets que le fédéral impose – Dieu sait pourquoi – depuis 1974. Nous avons demandé que l'on revienne aux ententes de 1967, qui étaient de beaucoup plus efficaces et qui prévoyaient non seulement un financement global, mais associait les municipalités à la construction de logements sociaux. Encore ici, il s'agit de propositions raisonnables et concrètes auxquelles le gouvernement fédéral se doit, à notre avis, de répondre positivement.

Bref, si cette conférence veut réussir, elle ne doit surtout pas se transformer en exercice académique, ni se contenter, si savants soient-ils, de beaux développements technocratiques sur les causes plus ou moins profondes des déséquilibres qui ont toujours marqué la réalité économique du Canada. Qu'on s'en inquiète au passage, d'accord, mais ce qui est urgent, c'est d'admettre qu'une grande partie de nos problèmes actuels proviennent plutôt d'une mauvaise conjoncture et d'une gestion pas tellement efficace des ressources, et que cela appelle à l'évidence des mesures immédiates, concrètes et rigoureusement conçues en fonction des citoyens qui en ont besoin là où ils sont.

C'est ainsi que l'actuel gouvernement du Québec à deux reprises pendant l'année écoulée, a littéralement mis le paquet pour apporter sa propre contribution à l'indispensable effort de relance. Mais ses moyens sont forcément limités, infiniment plus que ceux dont le fédéral dispose quand il ne les gaspille pas. De plus, nous sommes bien conscients du fait que, dans l'extraordinaire complexité de la vie économique l'État est loin d'être le seul agent concerné. Aussi, pour tâcher d'amener la plus grande participation possible, avons-nous d'abord procédé à une consultation au sommet de nos principaux partenaires socio-économiques de même qu'à une série de consultations sectorielles. D'autres réunions analogues doivent d'ailleurs se tenir prochainement, en particulier dans le secteur essentiel de l'agro-alimentation.

Comme province, donc, nous avons fait tout ce qui nous paraissait possible depuis un an, aussi bien en courant ainsi au plus pressé qu'en étudiant et en amorçant les actions requises à moyen terme sur le comportement de nos secteurs économiques les plus mal en point, qui sont entre autres nos industries traditionnelles (textile et vêtement, meuble et chaussure), nos pâtes et papiers, nos mines, notre agriculture, notre tourisme. Ni pour la reprise immédiate, ni pour la perspective sectorielle, nous n'avons attendu la prise de conscience quelque peu tardive des mêmes urgences au plan fédéral. C'est vous dire que nous sommes prêts non seulement à continuer, mais à repousser encore et toujours plus loin les limites de notre effort maximum. Et nous sommes également prêts, comme depuis le début, à nous concerter là-dessus avec le gouvernement fédéral.

Seulement, la concertation, ça ne peut s'établir à sens unique. Et j'en profite pour revenir avec insistance sur les deux principes cardinaux que j'évoquais il y a quelques instants: à chacun ses compétences dans tous les sens du mot, et le temps qu'on gaspille ne se rattrape jamais.

Si la lutte au chômage et à la langueur économique doit être prioritaire, et que priorité soit autre chose qu'un cliché, rien ne pourrait excuser qu'on en profite pour rendre nos relations encore plus complexes qu'elles ne sont, ni pour modifier les priorités provinciales au nom de normes dites « générales » qui n'ont trop souvent aucun rapport avec les besoins réels de telle ou telle ville ou de telle ou telle région. Est-il besoin de redire qu'il faut plus que jamais secouer ce carcan absurde des prérequis à n'en plus finir, des normes trop rigides et même des pures chinoiseries bureaucratiques qui paralysent si souvent le démarrage et la poursuite d'actions concrètes, même après les plus clairs accords des autorités politiques? Ainsi par exemple, le projet d'entente conjoncturelle entre notre gouvernement et le ministère de l'Expansion Économique Régionale, projet qui implique une injection fédérale d'une vingtaine de millions, finira-t-il par finir un de ces jours d'être étudié au niveau des fonctionnaires fédéraux? Et ne pourrait-on pas, également encore au ministère de l'Expansion Régionale, accélérer quelque peu le processus de décision sur les quelque 250 demandes de subventions à l'industrie de la région montréalaise, dont seule une infime partie a réussi jusqu'à présent à franchir les détours de la machine administrative? Voilà, me semble-t-il, de vigoureux coups de barre, et bien concrets, qui s'imposent d'urgence. Et je ne suis certainement pas le seul à pouvoir donner de tels exemples précis. Dans un contexte éprouvant comme celui où nous sommes, on ne saurait tolérer indéfiniment que des imbroglios administratifs persistent à retarder des programmes valables de création ou de maintien de l'emploi.

Mais Ottawa peut et devrait aller plus loin à notre avis. Ainsi, pourquoi ne penserait-on pas à éliminer certaines interventions dans des domaines où les provinces ont des programmes plus ou moins semblables et qui collent mieux à leurs besoins? Pourquoi chercher à s'acquitter de tâches que le gouvernement le plus proche des citoyens peut remplir de façon à la fois plus économique et plus efficace? L'acharnement qu'on met à s'en mêler, et surtout à ce que tout le monde le sache, montre qu'il y a là, au moins autant que tout autre motif, un grand souci de se faire du capital politique. C'est évidemment une préoccupation compréhensible par les temps qui courent. Mais il n'en demeure pas moins que ces sommes considérables consacrées par l'administration fédérale à des programmes souvent éphémères, parfois même franchement improvisés, cataplasmes sans lendemain qui soulèvent chez les gens des attentes qu'on laisse ensuite insatisfaites et qui rebondiront automatiquement sur les gouvernements provinciaux en risquant de déformer toutes leurs priorités – que ces sommes considérables, selon nous, pourraient et devraient faire l'objet d'un retour inconditionnel aux provinces. Une telle réallocation de ressources, qui risquent présentement d'aboutir à un certain gaspillage et même souvent à un gaspillage certain, permettrait, dans une foule de secteurs, cette relance et cette restructuration dont la nécessité saute aux yeux, qui sont d'ailleurs l'une des raisons d'être principales de cette conférence, et pour lesquelles les gouvernements provinciaux sont les mieux placés et de loin les plus au courant? Dans le cas du Québec, spécifiquement, cela permettrait d'amorcer sans retard le rééquipement nécessaire de nos pâtes et papier, dont la santé est vitale non seulement pour nous mais aussi pour tout l'ensemble canadien; et de même, dans nos secteurs traditionnels où se trouvaient quelque 20000 des emplois que nous avons perdus

ces deux dernières années, pourrions-nous accélérer là aussi notre action en vue de leur donner l'assurance qu'ils sont là pour rester, mais à condition qu'ils puissent s'outiller et se préparer pour le jour où cesseront les mesures provisoires qu'Ottawa a fini par adopter et où ils devront faire face comme jamais aux difficultés.

Tout cela pour souligner que le gouvernement québécois, comme sûrement les autres gouvernements provinciaux, est prêt à consacrer toutes ses énergies à une véritable relance économique. Mais ces efforts, même si l'on parvient à les joindre mieux que jamais à ceux des secteurs privé et coopératif, à ceux des patrons comme des syndicats, ne sauraient absolument pas atteindre l'objectif que nous visons à moins que le gouvernement fédéral ne fasse lui aussi toute sa part.

Et c'est une part qui demanderait d'ailleurs bien plus de réalisme et d'esprit franchement coopératif que d'argent nouveau. Il est bon de le dire, car nous savons tous qu'Ottawa, après des années de vaches grasses qui – c'est le moins qu'on puisse dire – n'ont pas donné de résultats fulgurants, est aujourd'hui passablement serré dans ses finances.

Ce n'est donc pas de miracle sur ce plan-là que nous attendons. Mais tout bonnement qu'on mette l'épaule à la roue et qu'on pousse ensemble dans le même sens, pendant un bout de temps, à commencer par les prochaines semaines, puis les mois qui suivront; car toute reprise économique est d'abord faite de patience, de ténacité, et d'un souci constant du détail et des résultats. Ceux qui souffrent de la situation économique ont le droit de s'attendre à ce qu'on s'en occupe tous de cette façon, intensément et sans lâcher.